

Budget du Québec

Déficit, mais encore ?

Sansfaçon, Jean-Robert

Personne n'a été surpris d'apprendre, de la bouche de la ministre des Finances, Mme Jérôme-Forget, que le budget 2009-2010 sera déficitaire. Quiconque se donnerait la peine de relire les éditoriaux écrits quelques jours avant le déclenchement des élections de l'automne retrouverait essentiellement la même analyse que celle que fait Mme Jérôme-Forget deux mois plus tard. À titre d'exemple, le 5 novembre, nous écrivions dans cette page: «Si le Parti libéral est aussi solide et aussi bien préparé à faire face à la tempête qu'il le prétend, pourquoi ne pas admettre que le Québec pourrait enregistrer un déficit d'au moins deux à trois milliards de dollars en 2009-2010? Et que cette situation pourrait durer deux ou trois années consécutives [...] »

Le Québec a beau être différent de l'Ontario, il n'en dépend pas moins de ses exportations vers les États-Unis et vers ce même Ontario en **crise**. Une fois l'évidence constatée, le gouvernement doit fixer ses priorités. Les investissements en infrastructures sont un premier moyen reconnu de stimuler l'activité et l'emploi, et quand on inclut les dépenses des villes et celles d'Hydro-Québec, les sommes déjà prévues sont considérables. On pourra devancer certains projets, mais le risque d'inflation des coûts est réel et d'autres secteurs ont aussi besoin d'être encouragés pour traverser la **crise**.

Du côté des dépenses, elles augmenteront d'elles-mêmes: inutile d'en faire plus! Contentons-nous d'éviter la répétition des erreurs commises lors des récessions précédentes, alors que Québec a sabré indifféremment presque tous les services. En santé, en éducation, en environnement, il n'y a pas beaucoup de gras autour de l'os et toute compression mur à mur causerait des dommages permanents.

Une rumeur veut qu'on annule l'augmentation des salaires de 2 % prévue pour les employés du secteur public cette année. Ce serait une très mauvaise idée. Il reste seulement une année au décret qui tient lieu de convention collective et Québec doit respecter ses engagements. L'an prochain, on verra!

En revanche, il faut éviter de créer tout nouveau programme susceptible d'accroître les dépenses de façon récurrente, et résister aux demandes de nombreux groupes qui ne manqueront pas d'utiliser le prétexte de la **crise** pour revendiquer encore plus de fonds publics.

Après quelques années de croissance continue des dépenses qui ont permis de rattraper une partie du terrain perdu, le temps est revenu de procéder à une révision en profondeur des programmes et d'éliminer au passage les privilèges consentis secrètement à plusieurs hauts fonctionnaires. Si Québec s'attend à la collaboration de tous ses employés, il doit commencer par donner l'exemple en adoptant des règles plus strictes pour tous ces personnages dont les citoyens ont l'impression qu'ils se remplissent les poches à leurs dépens. Car combattre la **crise**, c'est aussi une question de confiance.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

© 2009 **Le Devoir**. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20090213-LE-233427

PUBLI-C news-20090213-LE-233427

Ce certificat est émis à **Michel Gagnon** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2014-08-13**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par

ces lois et conventions.